DÉBATS

"Oui, la gauche a un avenir"

*A 41 ans, **Michaël Fœssel**, philosophe et membre de la revue "Esprit", est devenu une voix qui compte à gauche. Pour "l'Obs", il s'élève contre ceux qui veulent enterrer le clivage gauche-droite. Et parle de Macron, du pape François ou de nos vies quotidiennes*

Propos recueillis par
Eric Aeschimann

La revue « Esprit », dont vous êtes l'un des animateurs, publie un dossier sur « l'avenir de la gauche ». La formule ressemble à un oxymore : lorsque l'on parle de la gauche aujourd'hui, c'est plutôt pour dire qu'elle « peut mourir » (Manuel Valls) ou pour déclarer que le clivage gauche-droite est dépassé (Emmanuel Macron). Pourquoi tenez-vous tant à cette opposition ?

Il n'y a pas de politique sans clivage, personne ne peut se présenter sur la scène politique sans proposer des alternatives. D'où l'importance des clivages que l'on adopte. Certes, l'opposition gauche-droite n'est pas éternelle. Elle a une histoire, elle est née sous la Révolution française, et tout ce qui est né peut disparaître. Mais avant de l'enterrer, interrogeons-nous sur sa signification. La distinction entre la gauche et la droite permet de politiser les conflits qui traversent la société. La condition pour qu'une société soit démocratique, c'est que ces conflits soient reformulés en termes politiques, c'est- ➽

SOMMAIRE
p. 82
Le vieil homme et la Shoah
p. 84
« On ne peut légiférer sur l'identité »

✎ *Chloé Poizat*

à-dire avec une dimension à la fois argumentative (on déploie des raisonnements pour convaincre) et programmatique (on se projette dans l'avenir). En simplifiant à l'extrême, on pourrait dire que le clivage gauche-droite formalise deux conceptions de la société. Pour la droite, il convient de privilégier ce qui existe « naturellement », que ce soit la tradition ou le marché. Pour la gauche, il ne peut y avoir d'approfondissement des libertés sans approfondissement de l'égalité, ce qui confère une dimension plus collective à l'action. Ces orientations générales permettent de nommer politiquement les deux désirs concurrents : s'inscrire dans un cadre social donné, ou chercher à le transformer. Encore faut-il que ces désirs trouvent une traduction politique. C'est de ce point de vue que nous sommes aujourd'hui dans l'impasse.

Si l'on est dans l'impasse, cela ne justifie-t-il pas la recherche d'un autre clivage ? Par exemple, le clivage moderne-ancien, que propose – après bien d'autres – Emmanuel Macron.

Voilà l'exemple typique d'un clivage beaucoup plus culturel que politique. On peut bien sûr partir de désirs contemporains («modernes» en ce sens), par exemple celui de souhaiter une vie professionnelle moins hiérarchisée et plus mobile qu'autrefois. Il y a dans les nouvelles générations un rejet des engagements à long terme, qui prend parfois la forme d'une défiance à l'égard des CDI ou même du salariat. Le problème de la gauche est de trouver les moyens d'accorder ces désirs à des principes de justice qui valent pour tous. Ce qui est revendiqué comme une mobilité heureuse « en haut » de la société ne doit pas être vécu comme une condamnation à la précarité «en bas». La dérégulation déjà à l'œuvre dans les sociétés contemporaines fait peu de cas des formes de vulnérabilité qui méritent, elles aussi, d'être représentées politiquement. Les principes de justice ne sont ni «anciens» ni «modernes», ils doivent faire l'objet d'une délibération qui implique tous les citoyens et confronte leurs attentes individuelles.

Marine Le Pen vient d'affirmer qu'elle est « et de droite et de gauche ». Est-ce une autre façon de « dépolitiser » les conflits ?

Le véritable clivage mis en avant par Marine Le Pen et tous ceux qui se mettent à sa remorque est le clivage entre Français et étrangers. Cette opposition a pour effet d'inscrire le conflit dans les personnes elles-mêmes, soit au nom de la culture (chrétiens contre musulmans, civilisés contre barbares, républicains contre obscurantistes...) soit au nom de la nature (Français de souche contre Arabes, Africains, Roms...). C'est une forme typique d'assignation à une origine qui n'a rien de démocratique. Les individus cessent d'être libres de définir leur identité, voire d'en revendiquer plusieurs. Avant même d'être immoraux, ces clivages identitaires sont antipolitiques : ils postulent que la volonté des hommes ne prend aucune part aux conflits, que le citoyen n'a plus de prise, qu'aucun compromis n'est possible. Dès lors, la seule issue, c'est la contrainte et la violence.

Créée en 1932, LA REVUE « ESPRIT » a incarné durant les années 1960 et 1970 la deuxième gauche. Depuis un an, avec une direction remaniée, elle a consacré plusieurs dossiers à des sujets « sensibles » pour la gauche, comme « les Religions dans l'arène publique » (février), les « Colères » (mars-avril). Le numéro de septembre porte sur « l'Avenir de la gauche ».

Mais le clivage gauche-droite n'est-il pas lui aussi réducteur ?

Je crois qu'il n'existe pas de meilleure manière de définir nos différends politiques. Ne serait-ce, d'ailleurs, qu'en raison de la souplesse de ce partage : observons qu'il y a plusieurs gauches et plusieurs droites, tandis que le clivage entre «eux» et «nous» se réduit à une opposition binaire. Au cours de son histoire, la gauche a épousé des causes très variées et leur a donné une dimension politique forte : la pauvreté, les inégalités salariales, la condition des femmes, les droits des homosexuels, le soutien aux immigrés, l'environnement... A ce titre, l'opposition tranchée entre une gauche sociale et une gauche sociétale me paraît désastreuse : elle prépare toutes les défaites à venir. Elle défait le lien entre la liberté (le «sociétal») et l'égalité (le «social») là même où leur implication réciproque doit être mise en valeur. Cette tentative de déconnecter la liberté personnelle et l'égalité économique n'est pas nouvelle : elle a été pratiquée avec la dernière violence par le stalinisme. La revue «Esprit» l'a combattue avec vigueur en son temps, justement au nom de la cohérence entre les désirs d'émancipation. La gauche n'a pas à hiérarchiser les formes de vies (le «bobo» contre le «prolétaire» ou inversement), tout simplement parce que cette hiérarchisation est déjà à l'œuvre dans les sociétés inégalitaires. En paraphrasant Kant, on pourrait dire que le social sans le sociétal est «aveugle» et que le sociétal sans le social est «vide».

Un autre clivage souvent sollicité oppose la gauche réaliste et la gauche utopiste.

L'invocation du «réalisme» procède trop souvent d'une pédagogie du renoncement. Contrairement à ce qu'affirme un certain discours économique, le «réel» n'est pas une donnée intangible. En démocratie, c'est même le premier enjeu de la discussion politique. Pour les néolibéraux, le réel, c'est exclusivement le marché. Mais la souffrance engendrée par de la marchandisation du monde n'est-elle pas tout aussi réelle ? Un taux de pauvreté est-il moins réel qu'un taux de croissance ? En Allemagne, la croissance est plus forte qu'en France, mais le nombre de pauvres plus élevé : qu'est-ce qui est le plus réel ? Multiple, parfois contradictoire, la réalité est l'objet d'une redéfinition permanente. Celle-ci se fait au nom de principes de justice et de priorités normatives qui ne se trouvent pas dans le «réel», mais dans la raison ou dans l'imaginaire collectif. Si les hommes politiques font au peuple des leçons de réalisme, je suis frappé par l'abstraction de leur discours. Parler sans cesse de croissance ou d'emploi, c'est une manière de ne rien dire sur le progrès ou le travail concrets. Les généralités statistiques sont censées s'adresser à tout le monde, mais elles ne parlent à personne en particulier. Ce qui me paraît utopiste, c'est de penser que l'on va continuer ainsi...

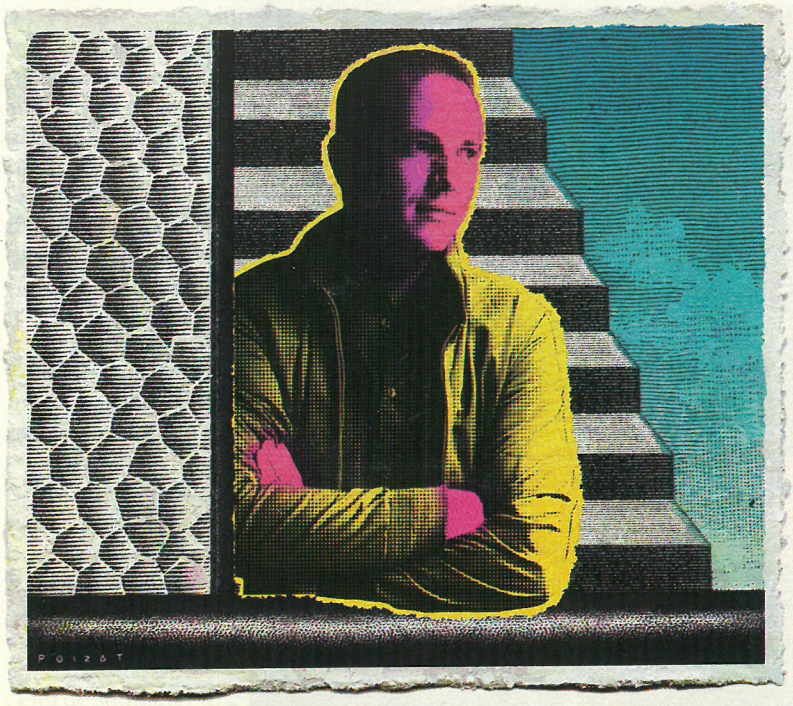
Certes, mais jusqu'à présent toutes les tentatives de faire autrement ont échoué.

On prétend que la révolution est impossible. Et pourtant, elle a eu lieu. Simplement, elle n'est pas venue de là où on l'espérait. On attendait le progressisme de

gauche. Finalement, c'est le néolibéralisme, associé à un certain usage de la technique, qui, en quelques décennies, a chamboulé de fond en comble la vie de la plupart des êtres humains. Quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur la globalisation, il est incontestable qu'elle produit des effets sociaux et symboliques inédits. Cette révolution-là n'est pas le fruit d'une libre volonté des peuples mais d'une évolution présentée comme inéluctable et dont on dit parfois qu'elle est faite par les machines plutôt que par les hommes. Cela pose un problème redoutable à la gauche : faut-il épouser le mouvement ou parler encore le langage traditionnel de la Révolution ? Pour sortir de ce dilemme, il me semble qu'une autre voie existe : partir de ce qui, chez les individus, est déjà de gauche. On n'imagine pas le nombre de gens qui vivent, pensent et agissent à gauche. Ils résistent d'ores et déjà aux impératifs de la performance et à la gestion purement technique de l'existence. Mais ils ne se le formulent pas en termes politiques, parce que les discours politiques ne relaient pas leurs expériences. Ce que le management demande à leur corps, à leur attention, à leur façon d'être, ils savent que cela ne peut pas durer. De manière assez isolée, en bricolant avec les contraintes qui pèsent sur eux, ils tentent de préserver leur existence de l'accélération du monde. Ils réservent à l'espace privé leurs expériences de solidarité ou d'égalité, faute de croire qu'elles peuvent encore avoir un sens collectif. La gauche doit s'appuyer sur ces tentatives disséminées pour leur donner la forme d'un projet de société alternatif. Pour la première fois de son histoire, elle est en droit de parler le langage du sens commun.

Il y a enfin le clivage peuple-élite, que proposent à la fois Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et le parti contestataire espagnol Podemos...

Le clivage peuple-élite s'inscrit dans une stratégie de remise en question des évolutions oligarchiques des démocraties contemporaines. Il pose la question ancestrale de la définition du peuple: c'est l'ensemble des citoyens (*populus*) ou l'ensemble des laissés-pour-compte de la société (*plebs*) ? Et aussi la question de savoir qui est habilité à parler au nom du peuple. L'inconvénient de ce clivage est qu'il immobilise les positions : les riches contre les pauvres, les représentants contre les représentés, ceux qui savent contre les ➽



Spécialiste de Kant et de Ricœur, MICHAEL FŒSSEL est professeur de philosophie à l'Ecole polytechnique et participe à la revue « Esprit ». Il a notamment publié « la Privation de l'intime » (2008), « Etat de vigilance. Critique de la banalité sécuritaire » (2010), « Après la fin du monde. Critique de la raison apocalyptique » (2012) et « le Temps de la consolation » (2015).

ignorants, etc. Or, il existe des conflits de pouvoir et d'opinion qui ne recoupent pas l'opposition peuple-élite. D'autant plus que la prétention à incarner une véritable élite peut émerger des classes populaires, ce qui est bien le minimum que l'on puisse attendre d'une société démocratique.

L'historien des idées Enzo Traverso vient de publier une étude sur la « Mélancolie de gauche ». N'y a-t-il pas dans la gauche radicale une nostalgie parfois envahissante ? Vous-même, dans votre dernier livre, « le Temps de la consolation », vous avez examiné la tristesse provoquée par la perte des idéaux politiques, que vous comparez à une rupture amoureuse ou à la perte d'un être cher. Comment peut-on faire face à la perte ?

Le diagnostic d'Enzo Traverso est juste : il n'est pas rare d'assister aujourd'hui à l'étonnant spectacle de militants d'extrême gauche regrettant les Trente Glorieuses, le salariat généralisé, l'Etat-providence, bref tout ce qu'ils ont combattu avec acharnement... On peut dire qu'il y a une tristesse de gauche, et j'en vois un signe dans le fait que beaucoup de gens n'arrivent plus à la gauche par Marx ou par Jaurès, mais par Bob Dylan, Joan Baez ou Leonard Cohen. Autant d'artistes (il y en a beaucoup d'autres) qui ont mis en mots et en musique des tristesses ou des enthousiasmes publics, en partant de ce qu'il y a de plus sensible dans l'expérience. Si la révolution néolibérale a eu lieu dans les faits, l'idéal révolutionnaire ou même réformiste de gauche s'est perdu. Face à cette perte, on dit parfois qu'il faudrait faire un « travail de deuil » et renoncer à des idéaux politiques condamnés par l'histoire. Je n'en crois rien. Ce n'est pas parce qu'un idéal s'est fourvoyé que les désirs qui le motivaient ont cessé d'être valables. La mélancolie de gauche dont parlait déjà Walter Benjamin consiste à garder ouvertes les promesses non tenues du passé. Sans doute faut-il accepter la perte (par exemple l'espérance dans le « grand soir »), mais le principe de réalité ne peut en aucun cas signifier l'abandon des principes d'égalité et de liberté. Toute proportion gardée, il en va de même d'un individu qui subit une perte amoureuse : on peut espérer qu'il trouvera de nouveaux objets d'amour sans pour autant renier les anciennes relations affectives dont sa vie est tissée. Les discours sur la globalisation heureuse nous pressent de faire le deuil d'espérances passées pour nous réconcilier avec le monde tel qu'il va. Par nature, la gauche est du côté des « irréconciliés », ceux qui savent que l'idéal ne reviendra pas à l'identique, mais se souviennent pourquoi ils l'ont investi. En politique comme dans la vie, l'effacement de ce que l'on a aimé hier est un déni qui se paie toujours très cher.

On voit que vous ne partagez pas du tout les idées d'Emmanuel Macron. Pourtant, il est comme vous membre du comité éditorial de la revue « Esprit ». Comment cohabitez-vous ?

Il n'y a pas de problème de cohabitation : depuis quinze ans que j'appartiens au comité de rédaction, je ne l'y ai jamais rencontré *[sourire]*. Plus sérieusement, « Esprit » est une revue pluraliste, où nombre des nuances de la gauche sont représentées puisque l'appartenance à cette revue ne se décide pas en fonction de critères partisans. Ce qui nous unit, je crois, est la conviction, inspirée par Claude Lefort et Paul Ricœur, que, dans une société démocratique, les conflits doivent être institutionnalisés. C'est-à-dire qu'ils ne doivent pas être abandonnés à la violence d'Etat, comme c'était le cas avec le totalitarisme, le stalinisme ou le colonialisme, qu'« Esprit » a combattus sans relâche. Mais les conflits ne doivent pas non plus être confiés aux seuls savoirs d'expertise, aux indicateurs économiques ou aux algorithmes prétendument scientifiques, qui sont autant de déraillements de la modernité qu'« Esprit » n'a cessé de dénoncer.

Vous portez de l'intérêt aux propos du pape François. Entendez-vous chez lui une véritable parole de gauche ?

La force de son discours est de rappeler qu'il existe d'autres façons d'agir dans le monde que celles qui se soumettent à la logique du profit ou à celle de l'efficacité technique. Ce pape reprend l'opposition traditionnelle entre l'éthique de la charité et celle de l'appropriation, mais il le fait dans des termes politiques qui interpellent aussi les agnostiques et les athées. Certaines paroles des Evangiles sur la richesse ou le pouvoir ont un potentiel subversif que l'on connaît bien, mais qu'il est rare de voir porté par le sommet de la hiérarchie ecclésiastique. Cela indique sans doute que la foi n'est pas condamnée à être l'opium du peuple. Jean-Paul II s'y était déjà essayé, ses encycliques contre le marché étaient très sévères, mais elles avaient été éclipsées par son combat intime contre le communisme. François n'a plus ce problème, et ses prises de position apparaissent d'autant plus critiques, par exemple sur la question de l'accueil des migrants. Il introduit une exigence d'absolu qui s'oppose frontalement à la marchandisation des vies. ■